

Des listes variées, partout les mêmes thèmes

Georges Gontcharoff

Depuis son conseil national de Rouen, le P.S.U. a choisi de poser le problème municipal en termes de fond et par là même de refuser le jeu classique qui donne le pas aux dosages des alliances et aux discussions des appareils. Partout nos sections ont tenu à peu près le même langage s'appuyant sur les idées de nos textes nationaux successifs. Partout nos sections s'en sont tenues à ce seul critère pour déterminer l'étendue des listes d'union. Partout les textes obtenus sont sur « une même longueur d'onde », malgré les variantes.

Ce sont les alliés qui changent. Et ce n'est pas notre faute. Ici les mêmes formations — P.C., P.S. par exemple — ont souscrit à nos axes essentiels. Là elles les ont rejetés. De telle sorte que si les textes sont partout sensiblement similaires, l'éventail des alliés change.

A la cohérence de nos positions répond l'incohérence de nos interlocuteurs d'une localité à l'autre.

Nous avons choisi quelques extraits de textes locaux, parmi des dizaines d'autres, pour montrer comme ils se répondent en écho. Et nous avons choisi un éventail d'alliances aussi large que possible pour illustrer la similitude quant au fond : liste d'union populaire (P.S.U., syndicalistes, animateurs locaux) à Bron et Villiers-sur-Marne ; liste avec le parti communiste à Saint-Brieuc (P.S.U., P.C.) à Châtillon-sous-Bagneux (P.C., P.S., P.S.U.) à Rezè-les-Nantes (P.C., P.S.U., P.S.) ; liste sans les communistes à Rennes (P.S.U., P.S.), à Bagnols-sur-Cèze (P.S., P.S.U., C.I.R.), listes élargies à d'autres forces : Grenoble (G.A.M., P.S.U., P.S.), à Valence (P.S.U., P.S., G.A.-M., C.I.R.), à Orléans (P.S.U., G.A.-M., C.I.R., Objectif 72) ou à Chambéry (P.S.U., G.A.M., Objectif 72).

Liaison entre la campagne municipale et les problèmes politiques généraux

« Une municipalité socialiste a pour objectif prioritaire de mener sans répit le combat politique contre le pouvoir et la politique capitaliste. Ce combat de classe doit être sans ambiguïté. Il ne peut se contenter de rester sur des problèmes locaux... (Rezè-les-Nantes).

« Il s'agit de savoir si les élections municipales seront :

— un temps fort de la lutte menée par les forces ouvrières et progressistes pour sensibiliser les énergies populaires, pour contrôler le centre de décision public que représente le conseil municipal. En effet, si dans un système capitaliste, une commune ne peut devenir un îlot socialiste, elle peut être un lieu d'entraînement à une gestion démocratique, de formation politique socialiste. Le conseil municipal socialiste doit alors être amené à entreprendre une politique de rupture avec le système » (Bron).

« Il serait illusoire de penser qu'il suffirait que toutes les municipalités soient gérées par des partis se réclamant du socialisme pour que le régime du pays soit transformé.

« Il serait tout aussi illusoire de croire qu'il est possible de mener une politique municipale socialiste dans le cadre d'un système économique et politique resté capitaliste. » (Châtillon-sous-Bagneux.)

Lutte de classe contre le capitalisme et contre l'Etat qui en est l'expression

« Nous luttons contre le pouvoir qui livre l'aménagement de notre cadre de vie à

l'anarchie des intérêts privés, qui étouffe les libertés municipales dans le carcan de l'Etat centralisé, qui sacrifie les équipements collectifs aux réalisations de prestige. La bataille municipale que nous engageons rejoint le combat politique contre la bourgeoisie et ses représentants locaux (patrons et notables) pour l'instauration du socialisme et contre la répression (licenciements, mise à l'écart des délégués, sanctions injustes dans l'Education nationale et toutes autres formes de répression). Nous dénonçons l'attitude des municipalités qui font semblant de critiquer sur ces points un Etat qu'elles soutiennent par ailleurs. Nous sommes résolus à poser chaque fois qu'il le faudra ces problèmes politiques en liaison avec les luttes que les travailleurs mènent dans les entreprises. » (Orléans).

...« C'est dire la vanité et même l'hypocrisie d'une prétendue gestion apolitique de la cité : celle-ci est l'apanage de tous les conservateurs.

« Une municipalité socialiste, au contraire, doit s'attacher, non seulement à « gérer », mais aussi à « transformer », notamment par un dépassement des limites actuelles de l'action municipale. Mais cela ne sera vraiment possible que dans le cadre d'une véritable autonomie communale. Dans cette perspective les municipalités socialistes doivent devenir encore plus nettement des foyers actifs d'opposition à la politique de centralisation actuelle » (Bagnols-sur-Ceze).

« Sur le plan municipal l'U.D.R. et ses complices veulent utiliser les collectivités locales pour les livrer aux appétits des puissances d'argent (spéculateurs fonciers, grands promoteurs immobiliers, groupes financiers et bancaires s'intéressant au cadre de vie). En même temps, la tutelle de l'Etat centralisateur s'accroît, même si de fausses réformes tendent à faire croire qu'elle s'assouplit. Cette tutelle est en réalité, par l'intermédiaire des préfets, celle du capital sur des secteurs aussi importants que l'urbanisme, l'implantation des emplois, les équipements de tous genres, l'environnement. Le VI^e Plan aggrave encore cet état de fait et permet aux grands groupes capitalistes la réalisation du maximum de profits en sacrifiant les besoins de la population » (Saint-Brieuc).

Liaison entre la campagne municipale et la campagne cadre de vie

« La ville n'est pas seulement une concentration de logements, d'emplois, de commerces et de services. Elle doit être le lieu où chacun peut s'épanouir, où se développent les relations sociales. L'action municipale doit servir cette exigence...

« Livrée aux initiatives privées, sans projet cohérent et global et selon les lois du marché, la ville s'émiette en ensembles cloisonnés et en fonctions spécialisées.'

« Le prix d'un tel mode de développement est alors payé par la dégradation de la vie quotidienne des plus humbles et des travailleurs : pour eux, les logements sont éparpillés à la périphérie, les déplacements s'allongent entre leur domicile et le lieu de travail, les équipements collectifs sont mal accessibles » (Chambéry).

« L'urbanisme jusqu'alors domaine réservé des spécialistes doit être pris en charge progressivement par la population. Le développement de la ville ne doit plus être le fait du hasard ou de pressions occultes ou non, mais la volonté exprimée par une population confrontée quotidiennement aux contraintes d'une certaine forme de vie moderne : communications, transports, logements, lieux de travail, de repos et de rencontre. Cela imposera des choix » (Rezé-les-Nantes).

« Le développement urbain réalisé par le capitalisme avec la complicité des élus municipaux s'accompagne des conditions propres à désagréger la conscience de classe pouvant être acquise sur les lieux de production » (Bron).

« La ville est source d'enrichissement pour les promoteurs de la ville, pour ceux qui possèdent, qui spéculent, qui ne s'intéressent qu'à ce qui rapporte..., qui dénaturent le cadre de vie, qui contraignent les hommes au cycle infernal domicile-travail... La ville est, au contraire source d'appauvrissement pour les autres qui subissent la ville. » (Valence).

Soutien aux luttes des travailleurs

- Nous apporterons notre soutien aux travailleurs en lutte contre l'exploitation capitaliste, aussi bien sur leurs lieux de travail ou dans leur vie quotidienne (logements, transports, équipements collectifs) ou pour leur développement culturel (éducation, loisirs, culture).

Pour cela, le conseil municipal apportera un soutien financier aux travailleurs engagés dans ces luttes, il organisera des réunions publiques pour expliquer, à partir d'exemples concrets les mécanismes de l'exploitation capitaliste. Il interviendra directement auprès des employeurs et des Pouvoirs publics pour soutenir les revendications des travailleurs.

« Les salles municipales seront mises à la disposition des organisations démocratiques et représentatives... Nous nous engageons à permettre l'expression de toutes les opinions

politiques, à l'exception de celles de caractère fasciste ou diffamatoire » (Châtillon - sous - Bagneux).

Une remise en cause du modèle culturel

« La municipalité s'efforcera de faire de l'école un lieu d'initiative et de prise de conscience des réalités socio-économiques et des modèles culturels dominants.

Plus largement, elle concevra le fonctionnement des équipements socio-culturels comme devant être au service des plus défavorisés et des plus exclus de la culture traditionnelle, et, dans la mesure du possible, elle fera en sorte que ces équipements leur donnent l'occasion et les moyens de se situer par rapport aux contraintes du système socio-économique. » (Grenoble).